

Le budget

d'enquête invitant le gouvernement en place de la changer, de l'abolir et de la réformer.

Depuis au-delà de 45 ans, les gouvernements ont été sensibilisés à la taxation incorrecte, inadéquate que nous avons pour donner une nouvelle forme de taxation. Et c'est cela que la TPS veut, d'autant plus que si l'on considère que, en tant que Canadiens, nous sommes essentiellement un pays exportateur, 80 à 85 p. 100 de tout ce que nous produisons est exporté vers des pays où ils possèdent un régime de TPS. Les producteurs de ces pays-là n'ont pas à être pénalisés par une taxe de vente intérieure comme nous avons au Canada. Imaginez, nous pénalisons nos manufacturiers chez nous, alors que nous sommes essentiellement un pays d'exportation. C'est l'envers du bon sens. Si le ridicule tuait, il y aurait longtemps qu'il n'y aurait plus de libéraux sur cette terre, madame la Présidente.

Alors, c'est cela que nous voulons ramener: Redonner un bon sens à l'économie, donner la possibilité à nos Canadiens de grandir davantage, en ayant une compétition égale à leurs compétiteurs. C'est comme cela que nous créerons plus d'emplois, de travail. C'est comme cela que nos gens vont travailler et c'est comme ça aussi qu'en travaillant ils paieront, effectivement, une taxe sur la consommation, parce qu'ils consommeront.

Ce n'est pas en surchargeant actuellement les citoyens sur à peu près quatre ou cinq produits, parce que, imaginez que dans l'ordre des taxations que nous avons à l'heure actuelle, l'essence, le tabac, l'alcool, cela va jusque de l'ordre de 84 p. 100. Imaginez le taux de taxation sur ces produits-là. Parce que nous constatons que notre capacité en termes d'imagination de taxer les gens, elle est réduite. L'ancienne forme de taxe ou la taxe actuelle que nous avons est incorrecte, inadéquate, si l'on considère que nos commerçants, nos pays alliés, ceux avec qui on fait affaires, possèdent pour la vaste majorité d'entre eux, cette forme de taxation. Il était indiqué, particulièrement dans la politique que nous connaissons actuellement en termes de libre-échange, de la mondialisation des marchés. Il est important que le gouvernement, en tant que gouvernement responsable, donne à ces Canadiens une réforme fiscale adéquate pour la prospérité que nous recherchons tous.

M. Arseneault: Madame la Présidente, je veux féliciter le député pour son discours, pour sa vigueur. Je veux aussi faire quelques commentaires, et je veux me référer au livre du Budget, et peut-être que mon collègue pourrait regarder à la page 150, le tableau 5. Si on y regarde les chiffres, on voit qu'en 1984, alors que votre gouvernement a pris le pouvoir, les recettes des individus au gouvernement donnaient un pourcentage de 41,3 p. 100 et, maintenant, nous constatons une hausse jusqu'à 44,3 p. 100. Si nous regardons les chiffres des impôts des sociétés, nous constatons une baisse de 13,2 p. 100 à 11,3

p. 100. Donc, les taxes ont augmenté pour les individus et baissé pour les sociétés.

Je suis d'accord avec l'honorable député que nous avons un problème avec la dette et le déficit, mais je crois aussi que la solution, et je ne crois pas que le gouvernement s'en fiche. . . Je crois que ce n'est pas nécessaire de couper les programmes sociaux, ce n'est pas nécessaire du tout. On devrait plutôt envisager d'autres solutions.

Je voudrais simplement vous poser une question sur ce tableau, à savoir, si vous pouvez l'expliquer? L'autre question, c'est au sujet de la Journée internationale des femmes. Je voudrais vous demander comment vous expliquez les coupures budgétaires aux Centres pour les femmes, de l'ordre de 1,4 million de dollars, qu'on a annoncées cette semaine dans le Budget?

M. Tremblay: Madame la Présidente, je remercie effectivement mon collègue de Restigouche-Chaleur pour sa question parce que, si nous regardons les chiffres, il faut faire attention. Il est évident, comme il nous dit, que de 1984 à 1988, il y a eu une augmentation, et on sait pourquoi, de 41 milliards de dollars à 44 milliards de dollars. Ce n'est pas compliqué. On a une dette qui est énorme. Il faut taxer. Le gouvernement n'a rien inventé. C'est sa façon de taxer qu'il invente, par contre.

• (1350)

C'est cela justement qui est intéressant. Dans l'autre colonne, pour les entreprises, il dit: «C'est passé de 13,2 à 11,3.» Donc, c'est baisser deux choses. C'est que, madame la Présidente, vous le savez, nous avons fait énormément de réformes au niveau du système de taxation actuel, en réduisant de façon considérable les échappatoires. On taxe d'une façon élevée, mais on taxe plus d'entreprises. Deuxièmement, il faut aussi se rappeler que les entreprises, on est encore dans un système capitaliste, il faut qu'elles fassent des profits. De toute façon, si on l'augmente à 25 p. 100 au lieu de 13 p. 100, l'entreprise va charger aux consommateurs 26 p. 100, parce qu'il faut qu'elles fassent un profit d'au moins un pour cent. Sinon, elle ferme.

Alors, c'est cela en fait la difficulté et l'exercice extraordinaire qu'a réussi à faire le ministre des Finances: En réduisant peut-être au niveau des entreprises pour la compétitivité avec l'étranger, mais en élargissant l'assiette, en réduisant les échappatoires et en faisant état de la capacité de payer du consommateur.

Finalement, sur le dernier point, oui, il est évident que moi aussi je suis malheureux de la coupure sur le budget de 1,4 million de dollars pour les femmes. D'ailleurs dans ma circonscription, madame la Présidente, il y a trois Centres pour femmes qui sont effectivement venu me voir à mon bureau pour me dire: Monsieur le député, qu'est-ce qu'on fait avec cela? Je leur ai répondu: C'est évident que comme citoyennes aussi, elles font partie de l'ensemble du problème. Mais ce n'est pas à elles en